

Cabale à 100.000.- €

ou

Le congrès des irrégularités et illégalités extraordinaires.

Intro

Le 29 octobre 2015 entrera dans les annales de l'UGDA comme la soirée la plus rocambolesque de son histoire, la soirée des illégalités et irrégularités que l'UGDA n'a pas connues au cours de ses 150 années, une soirée surréaliste orchestrée de main de maître par les Deprez, conseillère d'Etat et Feltgen, juriste au service de l'UGDA.

Congrès extraordinaire illégal

Sous la présidence ridicule et hémiplegique d'un Robert Mamer, jamais à la hauteur de sa tâche et hué par l'audience, pas moins de 8 personnes se sont ruées corps et âme sur ma personne avec des méthodes peu démocratiques, peu catholiques, nullement respectueuses et largement désobligeantes et dénigrantes.

Avec des attaques malintentionnées voire diffamatoires à l'encontre de ma personne, ceci avec un acharnement sans pareil, ils ont publiquement procédé au démontage de ma personne sans dire un seul mot sur les reproches fantaisistes des 4 accusateurs, formulés à mon encontre, des reproches qui se sont dissipés plus vite qu'ils n'avaient vu le jour.

Dans ma prise de position écrite que vous pouvez consulter sur mon site internet, les reproches formulés par les 4 intrigants ont été contredits – pièces à l'appui – un par un dans ma prise de position détaillée relative au catalogue des reproches.

A ce jour, aucune réaction, aucune opposition des 4 membres accusateurs du bureau exécutif, à savoir les Karmeyer, Koeller, Heinen et Girsch qui rappelons-le, avaient démissionné parce que « *les membres du Comité central ne veulent agir en conséquence des demandes du bureau exécutif concernant les allégations exposées à l'encontre du secrétaire général* ».

Il est un fait que les membres du comité central ne se ralliaient pas à cette inintelligibilité cabalistique, à ces allégations mensongères et par conséquent, les dispositions de l'article 29A des statuts de l'UGDA qui permettent l'exclusion d'un membre du bureau exécutif, n'ont pas été appliquées faute de preuves.

Malgré ce désaveu manifeste, les 4 accusateurs ont pourtant poursuivi leur démarche avec le seul but d'écarter le secrétaire général de la course à la présidence.

Des lettres pré-imprimées ont été envoyées par le trésorier général Heinen à travers le pays à certaines associations présélectionnées dans le fichier de l'UGDA (pas à toutes les associations) avec prière de les signer et de les renvoyer.

Sans connaître le moindre détail des intrigues en cours, sans savoir ce qui se passe au niveau de l'UGDA, sans se soucier des statuts et de la législation du monde associatif et sans consulter leurs membres, les associations « amies » ont renvoyé cette lettre pré-imprimée demandant un congrès extraordinaire et le renouvellement complet du bureau exécutif. Mais le tiers requis par nos statuts à l'article 15 n'a pas été atteint, malgré les innombrables coups de fils des 4 intrigants. Seulement 95 associations sur 309 avaient retourné la lettre pré-écrite, alors que 103 associations étaient nécessaires d'après l'article 15 de nos statuts. Malgré la mise en garde de notre juriste Me Pierre Feltgen, qui dans son avis juridique nous dit entre autre : « *Un congrès fédéral extraordinaire sans démission collective du Comité Central ne se justifie à mon avis pas* », ce congrès extraordinaire a été convoqué. La fédération était à tout moment fonctionnelle et il n'y avait aucune urgence. En plus, la loi sur les associations sans but lucratif ne connaît pas de congrès extraordinaire!

La révocation sans vote

J'avoue que c'est pénible de se retrouver les mains vides devant un congrès extraordinaire illégalement convoqué et qui d'après nos statuts n'a aucun pouvoir de révocation. Ce pouvoir appartient exclusivement au comité central sur décision motivée conformément aux dispositions de l'article 29A des statuts de la fédération. En plus, cette décision est à confirmer par le prochain congrès ordinaire suivant le même article 29A.

En plus, la loi sur les associations sans but lucratif stipule clairement dans son article 12 que « *l'exclusion d'un associé ne peut être prononcé que dans les cas prévus par les statuts et par l'assemblée générale statuant à la majorité de deux tiers des voix* ».

Or il faut savoir que seulement 65% de nos associations étaient présentes lors du congrès extraordinaire et participaient aux votes alors que 66% sont requis conformément à la loi.

Le quorum nécessaire n'a donc pas été atteint.

De ce fait, toutes les décisions prises lors de ce congrès extraordinaire sont entachées d'illégalité et à considérer comme nulles et non avenues.

Il en sera de même des décisions à prendre au congrès ordinaire 2016 convoqué par les Deprez et Koeller illégalement élus. Et les associations sont bien conseillées de répéter leur vote négatif (si le bulletin le permet) pour mettre une fois pour toute fin à cette anarchie.

En plus, il faut souligner que - vu les 4 démissions des Karmeyer, Koeller, Heinen et Girsch - il n'y avait que 4 postes vacants et non 5 (étonnant que 3 des démissionnaires étaient de nouveau candidat), mais les bulletins pré-imprimés mentionnaient 5 postes vacants avec 5 candidats (Deprez, Koeller, Mamer, Heinen et Girsch).

Ce vote illégal du nouveau bureau exécutif, fut par après interprété par les intrigants comme révocation ipso facto du secrétaire général en fonction, alors que la révocation du secrétaire général ne figurait même pas à l'ordre du jour et qu'aucun vote à ce sujet n'a eu lieu !!! En

plus, un juriste averti sait qu'il n'y a pas de décision ipso facto et que des résolutions prises en dehors de l'ordre du jour sont contraires à la loi et aux statuts.

L'article 6 de la loi sur les associations sans but lucratif stipule clairement que « *Les résolutions ne pourront être prises en dehors de l'ordre du jour que si les statuts le permettent expressément.* ». Or nos statuts ne le permettent pas !

En plus, et vu que je n'étais pas démissionnaire à mon poste de secrétaire général, la possibilité de poser ma candidature après cette fictive révocation me fut tout simplement refusée. Bonjour la Corée du Nord.

Mais pour venir au pouvoir tous les moyens sont bons, même pour une conseillère d'Etat, qui est censée respecter la constitution et les lois du pays et qui, de par sa façon d'agir, jette une sombre lumière sur cette institution honorable.

Sachez encore que d'après l'article 29A de nos statuts

« Le membre du Comité central, le délégué régional ou le membre du bureau exécutif qui agit contre les intérêts de la Fédération peut être exclu par le Comité central sur décision motivée. Cette décision est à confirmer par le prochain Congrès à la majorité simple des membres présents. »

Ceci n'a pas été fait par le Comité central et pour cause !! Une décision motivée n'existe pas !! Je n'ai en effet jamais agi contre les intérêts de la fédération, jamais.

J'ai par contre épargné plus de 100.000.- € à notre fédération (voir relevé).

En plus, j'ai révélé pas mal d'irrégularités, ce qui n'a pas du tout été apprécié par les 4 accusateurs. Et c'est là l'origine de la cabale.

Et pour éviter que j'en trouve encore d'autres, ils m'ont tout simplement, et avec votre complicité imposée, mis à l'écart avec cette révocation fictive et illégale. Il fallait à tout prix éradiquer le mal.

Une révocation qui a même été étendue à mon poste de secrétaire général de la Mutuelle où la présidente Deprez a sans aucun vote de l'assemblée tout simplement rayé mon nom pour y mettre le sien. C'est simple, c'est la démocratie « deprezienne » certainement pas applicable au Conseil d'Etat.

En plus, on s'oppose par tous les moyens à un audit au niveau de la Fédération et de l'Ecole de musique, ce qui est la preuve que je suis sur la bonne voie et que j'ai mis le doigt dans la plaie.

Transparence, honnêteté, intégrité et sincérité ne figurent de nos jours plus parmi les qualités de tout un chacun.

Le nouveau bureau exécutif

Ceci vaut également pour la **nouvelle équipe élue par 41,4 %** (128 associations) de nos associations, donc par une minorité flagrante.

Sachant que 35% (69 associations) des électeurs ont remis un bulletin blanc/nul. Elles n'avaient pas la possibilité d'exprimer un vote négatif ce qui constitue une illégalité supplémentaire.

Et je parie que ce sera lors du prochain congrès ordinaire de nouveau le cas!

Très significatif est également le fait que le soi-disant nouveau secrétaire général Koeller n'a même pas obtenu la majorité des voix nécessaire pour être élu !!

Koeller a en effet obtenu 48,8% des votes alors qu'un minimum de 50% est requis d'après les dispositions légales en vigueur pour être élu à un poste.

Avec 50,2% des votes, le gaillard président doyen Mamer a tout juste dépassé le cap nécessaire pour se retrouver au poste de 1^{er} vice-président de l'UGDA.

Regardons de tout prêt cette nouvelle équipe illégalement élue :

Deprez : omni-absente présidente qui avait annoncé son retour à l'occasion de sa démission en tant que secrétaire général en 2012 ; élue avec 60,2% des voix par 126 associations (40,7%)

Mamer : ex-président en 2007 pendant 21 jours, destitué de son poste pour procédure illégale ; élu avec 50,2 % des voix par 105 associations (34%)

Koeller : 2 échecs pour devenir président (2012 et 2015), expert en diffamations qui lui ont déjà valu des sanctions non négligeables ; non élu avec 48,8 % des voix par 102 associations (33%)

Un cocktail explosif qui se voit compléter par deux chargés de mission pour comestibles (Girsch) et boissons (Heinen). Que la fête commence. Et bonjour les dégâts.

Et les premiers dégâts sont déjà visibles :

- Absences à de nombreuses manifestations de nos associations, même celles avec la remise de médailles
- Suppression du premier numéro de la revue musicale
- Refus de répondre aux lettres des associations
- Annulation concert Nouvel An (initiative Koeller)
- Ajournement manifestation « Band Tattoo » de 2016 en 2019 (initiative Koeller)
- Suppression manifestation « Beaufort Castle in Concert » (initiative Clement)
- Réduction programme d'actions 2016 au strict minimum
- Suppression rubrique « News du secrétaire général » dans la revue musicale (cf Revue musicale N° 5, 2015)
- 50% des postes de délégué régional restent vacants
- Brochure du congrès 2016 réduite de moitié

Le héros de la « Muppetshow »

Ce fut sans aucun doute notre honorable ex-président Henri Schumacher, directement importé des plages du Cap d'Agde. Avec ses déclarations déplacées, il s'est mis à nu devant une assemblée qui avait marre de ses interventions rocambolesques et qui n'a pas manqué de le huer à plusieurs reprises.

Ses exhortations à l'égard du secrétaire général résonnaient comme un sermon dans le désert.

Or, contrairement aux déclarations hypocrites, il faut savoir que l'ex-président m'avait convoqué à son domicile en date du 21 octobre 2015 à 16.00 hres pour m'exprimer son soutien et pour exiger un bureau de congrès pour diriger de manière neutre le congrès extraordinaire en vue. La demande écrite afférente a été ignorée comme toutes les autres demandes de points à mettre à l'ordre du jour du congrès extraordinaire. C'est la démocratie dans la « *république bananière* » nommée UGDA.

Or, il faut savoir que l'ex-président Schumacher connaît très bien la façon de procéder pour liquider un secrétaire général.

En effet, en date du 24 février 2000, le bureau exécutif (Schumacher, Weyland Massard et Karmeyer) sur initiative de l'ex-président a unanimement décidé le licenciement abusif du secrétaire général de l'époque, **licenciement qui a coûté la fédération la coquette somme du 3,2 millions de francs lux.**

Un mois plus tard, le 25 avril 2000, un courrier du Cap d'Agde nous annonçait la démission de l'ex-président Schumacher.

Ceci pour vous documenter la mise en scène, le volte-face et pour montrer à tous ceux qui ont vécu le 29 octobre 2015 ce spectacle indigne et dissimulateur, bourré de contrevérités et de diffamations, comment on se débarrasse de problèmes tout en ayant touché dans le bénévolat une indemnité annuelle de l'ordre de 500.000.- francs lux.

Interview de la présidente Deprez sur RTL

Très instructive est l'interview donnée par la nouvelle présidente Martine Deprez à RTL le 4 novembre 2015 à 8.10 hres.

Je vous le joins en annexe et vous invite à l'écouter avec beaucoup de soin.

Parmi les innombrables contrevérités et insinuations, je voudrais citer que quelques exemples et faire les mises au point qui s'imposent:

Deprez : *Als normalen Member vum Comité hun ech jo net mat kritt wat intern am Büro gelaff ass, mais mir hun awer vun baussen mat kritt dat do Onstemmegkeeten wiren.*

Déi Onstemmegkeeten hun dozou gefouert dat t'Comités-Sitzungen emmer méi pénibel gi sin, an hun eben doranner gegipffelt dass 4 Leit hir Démissioun agereecht hun.

Or en réalité et contrairement à l'assertion gratuite de la présidente, les 4 membres accusateurs ont démissionné pour raisons personnelles, de santé et vu que le comité central n'a pas suivi le bureau exécutif demandant la révocation du secrétaire général. (voir démissions en annexe). Et ce sont les 4 démissionnaires qui ont intentionnellement provoqué par leur démarche la situation dans laquelle l'UGDA s'est retrouvée et ce sont les Karmeyer, Koeller, Heinen et Girsch, et personne d'autre, qui doivent assumer l'entière responsabilité pour cette situation.

Deprez : ...*De Kongress leschten Donneschden huet hien just senges Mandats als Generalsekretär entliedegt, jo net entliedegt, revokéiert, hien ass awer nach emmer Member vum Zentralkomitee.*

Intéressant la confirmation de la nouvelle présidente que le secrétaire général a été révoqué ! Il faut juste se demander par qui, vu qu'il n'y avait pas de point pareil à l'ordre du jour et qu'aucun vote à ce sujet n'a eu lieu.

RTL : *War den Här Clement selwer net méi ugetrueden ?*

Deprez: *Den Här Clement huet selwer keng Kandidatur fir deen neien Bureau exécutif erangereescht. Kandidaturen konnten bis den Dag selwer nomettes um 5 Auer erangereescht gin...*

Il est vrai que je n'ai pas présenté ma candidature pour le poste de secrétaire général, vu que j'étais toujours en fonction et que le poste en question n'était par conséquent pas vacant.

Deprez : *Wat him gréisstendeels reprochéiert gin ass vun deenen aner 4 Leit, déi démissionnéiert hun, ass dass hien am Laf vun der Zeit oft Décisiounen aleng geholl huet....*

Il est un fait que j'ai fait mon travail conformément aux statuts de notre fédération, que j'étais chaque jour à la fédération. Je n'ai jamais fait bande à part comme notre ex-président qui a signé à lui seul des contrats (photocopieurs) avec la firme Ricoh entraînant un préjudice de 35.000.- € pour l'UGDA. Un logiciel, jamais installé, a été facturé au montant de 10.000.- € sur base d'un contrat signé par Karmeyer tout seul en date du 20.5.2010.

Le nouveau contrat avec la firme Regler fut négocié par moi-même (ma bande à part ?) et engendre des économies de 28.320,60 € au cours des prochaines 5 années. Ce contrat porte la signature de l'ex-président et de moi-même conformément à l'article 23d de nos statuts qui exige la contresignature du secrétaire général (voir tous les documents sur mon site internet www.clementjeannot.lu).

Faut-il encore souligner qu'il n'existe aucun document, aucune lettre engageant l'UGDA qui porte seulement la signature du secrétaire général.

Toute la correspondance porte le paraphe/la signature de l'ex-président qui était au courant de tout. Pas un seul exemple n'a été fourni par les accusateurs !

Toutes les décisions conséquentes ont été prises au bureau exécutif respectivement comité central conformément à nos statuts.

RTL : Eng relativ konkret Kritik zou Gonschten vum Jeannot Clement, wann een esou kann soen, wir dass hien bei senger Gestoun verschidden Irregularitéiten opgedeckt a finanziel Virdeeler vun verschiddenen Memberen vum Exekutivburo ofgeschafft hätt. Ass do eppes drun?

Deprez : Do muss ech elo villeicht e bessen méi weit aushuelen. Mir sin jo am Bénévolat aktiv. Eng grouss Fédératioun, die durch e bureau exécutif gefouert get, dat verlangt eng relativ héich Präsenz all Woch an der Fédératioun. Déi Präsenz ass honoréiert gin schon jorelang, jorzéngten lang, durch Indemnitéiten, déi jo awer wirklech net iwerdriwen waren. Wéi mir do an deenen leschten 8 Joer festgestallt hun dat eis Finanzen net méi géifen opgoen, ass gekuckt gin, wou kéinten mir spueren, an do waren t'Memberen vun Bureau exécutif, souwuel déi Période 2008-2012, wéi och 2012-2016 bereed fir déi Indemnitéit erofzesetzen, respektiv ganz ofzeschaafen. Dat ass also alles am Konsens mat all de Memberen geschitt, an do sin keng Irregularitéiten gewirscht. De Kongress huet all Joer des Indemnitéiten gestemmt an et war jidfereen am Bild doriwer dat esou Indemnitéiten géifen bezuelt gin.

Ceci documente la façon de procéder de la nouvelle équipe. Ne pas répondre aux questions posées en faisant des déclarations manifestement fausses avec le sourire au visage.

1. La question des indemnités ne fait pas parti du listing des irrégularités, mais du listing des économies faites sous mon impulsion
2. Les indemnités des membres du bureau exécutif ont été fixées par le comité central et figuraient en différents endroits au budget
3. Le congrès n'a jamais voté des indemnités pour les différentes fonctions au bureau exécutif
4. À titre d'information je peux vous dire que l'ex-président Karmeyer a touché au cours de sa présidence la coquette somme de 100.000.- €. (4 millions d'anciens francs lux !!) C'est ça le bénévolat version UGDA.
5. L'ex-secrétaire générale pour sa part a touché la somme de 32.000.- €. Pendant ces 4 ans, elle a assisté à 26 manifestations de nos associations. Elle m'a laissé une armoire vide en quittant son poste de secrétaire générale.
6. L'abolition des indemnités a été décidée par le comité central le 28.2.2013. Cette abolition était loin d'un consensus : 5 membres du comité central ont voté en faveur de l'abolition, 2 ont voté contre et 2 se sont abstenus (Martine Deprez et Robert Koeller)

Deprez :an de Vereiner selwer sin 15.000 Leit aktiv...

Déplorable, si l'ex-secrétaire générale et actuelle présidente ne sait même pas que l'UGDA ne compte qu'environ 12.000 membres. Il faudra donc s'investir nettement plus, aussi bien au niveau de la fédération qu'au niveau des associations. En 2015, elle était absente à 6 réunions du comité central sur 13.

Et comme, vous venez de constater avec ces quelques exemples, réalité et poésie sont deux paires de chaussures nettement différentes.

MERCI

Je voudrais pourtant ne pas manquer de remercier de tout cœur tous ceux et toutes celles qui ont trouvé le temps nécessaire de m'exprimer leurs marques de sympathie et les justes mots d'encouragement en ces moments difficiles, qui ont osé prendre position en ma faveur sur la place publique, qui n'ont pas participé à l'élection illégale du nouveau bureau exécutif. Merci pour ce signe d'amitié que je n'oublierai pas. C'est dans des situations pareilles où l'on reconnaît ses vrais amis !!

Merci à toute l'équipe du secrétariat fédéral pour l'excellente collaboration et les grandes réussites vécues ensemble. Je me réjouis de tout cœur que l'accord salarial que j'avais exigé en faveur du personnel, et qui a été indûment, voire illégalement, retenu, a été versé au personnel. Par contre, les contrats d'engagement de certaines personnes ont été défavorablement modifiés.

Merci à ceux et celles qui m'ont toujours respecté, qui ont apprécié mon travail, qui m'ont offert leur amitié.

Merci de transmettre la présente lettre ouverte à tous vos membres, à toutes vos connaissances.

CONCLUSIONS

Lors de ce congrès extraordinaire, les associations et leurs membres étaient abandonnés à un arbitraire sans frein. Et ce sera également le cas pour le prochain congrès ordinaire, j'en suis convaincu.

Mais ne vous laissez pas induire en erreur par de nouvelles balivernes. N'est-il pas honteux de semer la peur en affirmant à tort que les salaires de 300 chargés (en réalité nous avons 200 chargés) de l'Ecole de musique risquent de ne plus être payés. Incroyable et incompréhensible!

Même un juriste ne doit-il pas respecter la vérité ? L'UGDA est et était à tout moment fonctionnelle et le paiement des salaires était à tout moment assuré.

Et bonjour neutralité et impartialité.

La soirée mémorable du 29 octobre 2015 a démontré que le règne du tort domine et qu'au sein des instances de direction de l'UGDA, il n'y a pas de place pour des personnes s'engageant sans indemnité dans l'intérêt du monde associatif,

il n'y a pas de place pour des personnes qui n'hésitent pas :

de dévoiler des irrégularités,

de mettre le doigt dans la plaie,

de remédier au gaspillage des cotisations versées par nos associations,

d'écarter le favoritisme,
d'insister sur la transparence des dossiers et budgets,
de s'investir avec intégrité et sans indemnité,
de s'engager pour le renouveau,
de revendiquer le respect des statuts de notre fédération et des lois de notre pays,
de gérer les finances en bon père de famille,
de collaborer étroitement avec nos associations,
d'informer les associations sur les activités de la fédération (cf News du secrétaire général)
d'assister aux activités diverses de nos associations,
d'abolir des indemnités notables,
d'agir contre les dysfonctionnements,
de s'opposer à tout abus de biens sociaux.

J'en prends note tout en respectant votre décision illégale largement minoritaire et laisse avec le plus grand plaisir mon poste à des personnes nettement plus compétentes et plus engagées qui guideront l'UGDA sur un chemin sûr et certain. Vers où ?

L'avenir va nous élucider à ce point et les propos hypocrites vont être mis à nu.

Et en tant qu'optimiste, je suis persuadé que nos associations vont une fois pour toute se réveiller et faire de ce congrès du hochement un congrès de discussions controverses.

Et sachez que sans la prime de 80.- € la salle serait vide.

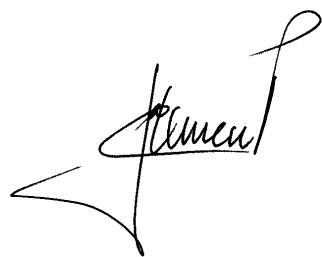
Et espérons que la Cours des comptes ne nous rend pas visite.

Et n'oubliez pas ce sont 102 associations (33%) qui d'une façon illégale m'ont écarté de mon poste de secrétaire général. Dont acte.

Et n'oubliez pas que la seule instance autorisée à prononcer la révocation du secrétaire général est le comité central de l'UGDA. Et ce comité central a décidé dans sa réunion du 16 juillet 2015 de ne pas révoquer le secrétaire général faute d'arguments à l'appui!! Dont acte.

Vive l'Union Grotesque De l'Arbitraire et bonne route.

Bien à vous.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jeannot Clement'. The signature is stylized with a large, sweeping initial 'J' and a long, horizontal stroke extending to the right.

Jeannot Clement

Annexes :

Audio vum 4.11.15.: RTL-Radio : Invitée vun der Redaktioun e Mëttwoch ëm 10 op 8 war déi nei UGDA-Presidentin Martine Deprez

Démissions des Karmeyer, Koeller, Heinen et Girsch du 24.9.2015

Ordre du jour du congrès extraordinaire du 29 octobre 2015

Mon intervention lors du congrès extraordinaire du 29 octobre 2015

UGDA : Congrès extraordinaire du 29 octobre 2015 à Strassen

Les élections du nouveau bureau exécutif en chiffres

Nombre de sociétés inscrites participant au vote : 197 (64%) sur 309

Associations ayant remis un bulletin valable: 128 (41,4 %) sur 309

Bulletins blancs : 61 (31%)

Bulletins nuls : 8 (4%)

Total bulletins non valables : 69 (35%)

Bulletins valables : 128 (65%)

Voix obtenues par les candidats proposés sur les bulletins pré-imprimés (un candidat par poste) :

présidente fédérale Deprez : 126 (60,2% des voix) (40,7% des associations)

trésorier général Heinen : 115 (55,0 % des voix) (37,2% des associations)

2e vice-président Girsch : 110 (52,6 % des voix) (35,6% des associations)

1er vice-président Mamer : 105 (50,2 % des voix) (34% des associations)

secrétaire général Koeller : 102 (48,8 % des voix) (33% des associations)

Consultez mon site internet pour tous les détails du dossier :

www.clementjeannot.lu